



Trump remet l'accord avec les Talibans sur le tapis

Par [M. K. Bhadrakumar](#)

Mondialisation.ca, 06 mars 2020

[Indian Punchline](#) 5 mars 2020

Région : [États-Unis](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [AFGHANISTAN](#)

Une mini mutinerie à Kaboul contre l'accord entre les États-Unis et les Talibans a été étouffée dans l'œuf et devrait alerter Washington sur le fait que la véritable menace pour le rétablissement de la paix en Afghanistan provient d'une source principale – les groupes d'intérêts qui monopolisent les agences d'État et qui rechignent à transférer le pouvoir. Isoler les clans de Kaboul au milieu de la fragmentation désespérée du pays devient compliqué et seuls les États-Unis peuvent le faire.

Une puissante métaphore utilisée par Peter Tomsen, l'envoyé spécial du Président Ronald Reagan pour l'Afghanistan pendant le djihad contre les Soviétiques dans les années 80, me vient à l'esprit. L'ambassadeur Tomsen, désespéré par ses efforts futiles pour forger un consensus entre les groupes de moudjahidin en conflit (« les sept de Peshawar ») alors même que le retrait soviétique était imminent, a déclaré que tout l'exercice s'avérait être comme une tentative vaine de rassembler des grenouilles sur une échelle – quand on en met une, une autre déjà sur l'échelle saute, et ainsi de suite.

Dès la signature de l'accord américano-taliban à Doha le 29 février, le Président afghan Ashraf Ghani a sauté de l'échelle où l'avait placé le représentant spécial américain pour la réconciliation afghane Zalmay Khalilzad après des mois de persuasion.

Ghani a créé la surprise en déclarant qu'il refusait d'approuver la libération des prisonniers talibans, une demande clé des Talibans pendant les négociations de Doha et qui était écrite noir sur blanc dans le document signé le 29 février avec sa reconnaissance et son accord préalables.

En fait, Ghani avait même dépêché à Doha des responsables politiques de Kaboul qui avaient rencontré les Talibans et discuté des modalités de libération des prisonniers. Mais il a ensuite changé d'avis.

Selon les calculs de Ghani, sa volte-face sur la libération des prisonniers talibans pourrait être un facteur de rupture de l'accord qui saborderait le dialogue intra-afghan qui devait commencer le 10 mars.

Ghani était [d'humeur rebelle](#), poussé par les partisans de la ligne dure dans son clan, et il a presque réussi. Les Talibans ont riposté en mettant fin à l'accord de réduction de la violence. Les combats ont repris et, comme on pouvait s'y attendre, les forces gouvernementales afghanes, incapables de résister à l'assaut des Talibans, ont cherché à se mettre sous couverture aérienne américaine, ce qui a conduit à des attaques aériennes américaines contre les insurgés.

[Les détracteurs](#) de l'accord entre les États-Unis et les Talibans à l'étranger ont rapidement commencé à se réjouir du fait que les États-Unis et les Talibans s'affrontaient à nouveau et que le pacte de Doha s'effondrait trois jours après sa signature.

Cependant, dans une initiative audacieuse le 3 février, Trump a appelé le Mollah Abdul Ghani Baradar, le chef de facto des Talibans qui a mené les négociations à Doha avec Khalilzad et a renforcé la fragile confiance mutuelle entre les deux parties. Il s'agissait également d'un geste extrêmement symbolique qui a envoyé un signal fort à Kaboul et qui a eu [l'effet escompté](#) en temps réel.

En effet, au-delà du pacte de Doha, il existe une matrice de compréhension mutuelle qui a été laborieusement atteinte entre les États-Unis et les Talibans au fil des mois, avec le soutien du Pakistan. Trump s'y est attardé. (Voir mon article « [La paix en Afghanistan vient avec des réserves mais ne peut être étouffée](#) »).

D'après les [comptes rendus disponibles](#), Trump a assuré aux Talibans que le Secrétaire d'État américain Mike Pompeo interviendrait auprès de Ghani et que les prisonniers seraient libérés comme les États-Unis s'y étaient engagés et que Washington s'attendait à ce que les Talibans continuent de respecter la « réduction de la violence ».

Depuis, Trump a publiquement exprimé sa confiance dans la réduction de la violence.

De toute évidence, Washington continue de faire confiance au rôle constructif joué par le Pakistan, qui est devenu un élément central du processus de paix.

Avec le recul, cette guerre des nerfs est directement liée à l'aversion de Ghani pour le dialogue intra-afghan, qui, selon lui, conduira inévitablement à la formation d'un gouvernement intérimaire dans un avenir proche, et le poussera à quitter ses fonctions. Les États-Unis n'ont pas encore félicité Ghani pour sa récente victoire à l'élection présidentielle truquée et ont obtenu qu'il reporte sa cérémonie de prestation de serment.

Nous avons aujourd'hui une curieuse brochette de personnes - l'opposition afghane (non-talibane) à Ghani et son clan attend avec impatience le dialogue interafghan et la réconciliation avec les Talibans et soutient l'accord américano-taliban et le processus de paix envisagé, tandis que Ghani et son clan savent l'ensemble du processus que Khalilzad a laborieusement négocié.

Ghani attend le bon moment et espère faire de la réconciliation afghane une question controversée dans la campagne électorale présidentielle américaine à venir, et espère obtenir le soutien des Démocrates qui seraient enclins à exiger la primauté des questions de droits de l'homme dans tout accord avec les Talibans. Mais il est peu probable que Trump tolère une telle escroquerie politique de la part de Ghani.

[Ghani va trop loin](#). La vérité est que son régime n'a pas de soutien populaire parmi les Afghans et qu'il reste une création des Américains, c'est pourquoi la communauté internationale a toujours appris à vivre avec lui.

Ses hommes de main n'ont pas non plus de base politique. Ghani n'a aucune base politique parmi les Pachtounes. Quant à Amrullah Saleh, son principal associé, il a été récupéré de nulle part et formé par les Américains comme officier de renseignement, et bien qu'il soit théoriquement un Panjshiri, il n'est pas le successeur d'Ahmed Shah Massoud. Ce sont là les dures réalités, qui sont assez bien connues.

Il est clair que la principale menace qui pèse sur le processus de paix afghan vient de la faction afghane réfractaire au gouvernement Ghani. Il est temps que les Américains fassent preuve de courage et leur expliquent la loi anti-émeute.

Une [interview](#) du 2 mars du Secrétaire d'État américain Mike Pompeo avec Bret Baier de Special Report suggère que Washington se prépare à le faire. Khalilzad est de retour à Kaboul.

La bonne nouvelle, c'est que l'opposition à Ghani, dirigée par Abdullah, se mobilise en faveur du pacte américano-taliban. Tout comme l'ancien Président Hamid Karzai. Khalilzad a rencontré Karzai, Abdullah Abdullah et d'autres dirigeants de l'opposition (anciens membres de la résistance de l'Alliance du Nord) le 3 février, et ils ont apporté leur soutien au pacte américano-taliban.

L'interview de Pompeo avec Baier nous donne une idée de ce qui s'est passé lors de la conversation téléphonique de Trump avec le Mollah Baradar. Le Secrétaire américain à la Défense, Mark Esper, a depuis déclaré lundi que le retrait des troupes en Afghanistan commencera avant le 10 mars. Pour l'instant, les choses sont rentrées dans l'ordre. Comme l'a dit Pompeo :

« Je les ai moi-même rencontrés (le Mollah Baradar) lorsque j'étais à Doha. Je les ai regardés dans les yeux. Ils ont revalidé cet engagement (renoncer à Al-Qaïda et réduire la violence). Maintenant, ils doivent l'exécuter. Maintenant, nous pourrions voir, le monde pourra voir, s'ils respectent vraiment cette obligation. C'est important parce que c'est la raison pour laquelle nous sommes allés là-bas, Bret ».

Le fait que Trump ait pris le temps, au milieu de toute l'excitation du Super Tuesday, d'intervenir personnellement auprès des dirigeants talibans au plus haut niveau souligne qu'il s'agit là d'une des réalisations de politique étrangère de son administration à laquelle il attache la plus grande importance. Et c'est aussi la meilleure garantie de son succès.

M.K. Bhadrakumar

Article original en anglais : [Trump puts Taliban deal back on track](#), Indian Punchline, le 5 mars 2020.

traduit par [Réseau International](#)

illustration : Le représentant spécial des États-Unis pour la réconciliation afghane Zalmay Khalilzad (G) a rencontré Abdullah Abdullah (D) et d'autres dirigeants de l'ancienne Alliance du Nord, Kaboul, 3 février 2020

La source originale de cet article est [Indian Punchline](#)
Copyright © [M. K. Bhadrakumar](#), [Indian Punchline](#), 2020

Articles Par : [M. K. Bhadrakumar](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca